

INFORMATIONS

ABBAS (Ferhat) — **L'indépendance confisquée.** — Paris, Flammarion, 1984, 227 p.

Largement coupé des réalités de l'Algérie nouvelle, F. Abbas ne donne pas dans la nuance. Pour lui, le bilan de « l'indépendance confisquée » est globalement négatif : agriculture défaillante, développement artificiel nourri par une rente pétrolière épuisable, anesthésie culturelle, asphyxie politique, répression, etc. Ce plaidoyer « rétro » et plat n'est pas très convaincant. [Z.L.]

BARNETT (Ursula A.) — **A vision of order : A study of black South African literature in English, (1914-1980).** — Londres, Sinclair Brown ; Amherst (Mass.), University of Massachusetts Press, 1983, 336 p.

FEBRUARY (V.A.) — **Mind your colour : The « coloured » stereotype in South African literature.** — Londres, Boston, Kegan Paul, 1981, 248 p. (Monographs from the African Studies Centre, Leiden).

Le livre d'U. Barnett est un ouvrage classique d'histoire littéraire qui porte sur un sujet trop peu traité : les écrivains noirs d'Afrique du Sud. Il se compose de cinq chapitres qui couvrent chacun un genre d'expression

(poésie, roman, etc.). On notera que la nouvelle a, à peu près, autant d'importance que le roman : de fait, journaux et revues littéraires offrent un débouché dans le pays aux pièces courtes, alors que les romans, plus difficiles à publier, sont plus exposés à la censure.

Écrit avec clarté, très informé de la vie littéraire à l'intérieur de l'Afrique du Sud, cet essai se recommande par la quantité d'informations qu'il procure et par son caractère de travail d'ensemble ; trop souvent en effet seul un genre — ou seul un écrivain — est étudié. Nous attendons cependant toujours l'essai qui donnera de l'histoire de la littérature sud-africaine — blanche et noire — une vue globale. Saluons cependant la place faite au journalisme et à l'édition dans cet ouvrage qui devrait pouvoir servir de référence pendant quelques années.

L'histoire « totale » de la littérature sud-africaine est annoncée par le petit essai de V. February sur les métis. L'auteur ne divise plus les livres suivant la couleur de la peau de leur auteur ; la condition de métis à l'origine de « cape couloured » porte effectivement à une pensée qui transcende le délire catégoriel des juristes sud-africains. Les métis ne se définissent que négativement et leur histoire est indissociable de celle du pays ; un sondage récent auprès d'une population de métis montrait, chiffre étonnant, que plus de la moitié se définit

d'abord comme sud-africaine. V. February étudie le « stéréotype » du métis dans la production littéraire du pays ; il montre bien que l'image du métis est difficile à caser dans l'univers de tribus mythiques où évoluent les penseurs de l'apartheid. Les analyses linguistiques sont bien venues, et l'on regrette qu'elles ne servent pas plus de fil conducteur au travail. L'auteur écrit avec vivacité et ne dissimule aucunement ses préventions contre les écrivains blancs engagés. Le livre est malheureusement victime, à notre sens, des limites d'une sociologie de la littérature trop appuyée sur l'analyse du contenu thématique. Cela est dommage, car la lecture du travail est souvent politiquement et intellectuellement provocante. [A.R.]

BOUTRAIS (Jean) et al. — Le Nord du Cameroun. Des hommes, une région. — Paris, ORSTOM, 1984, 551 p. Bibliogr. (Mémoires. 102).

Fruit d'un capital remarquable de connaissances sur l'une des régions les plus complexes et méconnues du Cameroun, ce gros volume constitue indéniablement un instrument de référence pour la décennie à venir. De ce point de vue, l'ancienneté de certaines observations, qui remontent au début des années 70 et n'ont été que partiellement réactualisées ou complétées au début des années 80, ne représente pas un handicap majeur, dans la mesure où les sociétés considérées ont évolué relativement lentement. Il convient en outre de noter que les auteurs ont choisi de circonscrire leur propos à la rive droite de la Benoué et à l'actuelle province de l'extrême-Nord, délaissant en particulier l'Adamaoua, bien qu'il soit généralement assimilé au Nord du Cameroun, en raison de la suprématie peul qui s'y retrouve et de la configuration politique qui a prévalu lors de la décolonisation. Tel quel, cet ouvrage a l'immense mérite de dégager le morcellement de la région en terroirs particuliers et les multiples relations qui unissent ceux-ci. L'analyse de l'émiettement linguistique et de la

différenciation des systèmes agraires confirme ce point d'une façon précieuse. Surtout, les chapitres consacrés à l'étude des sociétés démontrent que les rapports conflictuels entre païens et musulmans (essentiellement mais non exclusivement les Foulbé), sur lesquels l'on a beaucoup glosé avec un bonheur inégal, ne répondent pas à un modèle unique et sont eux aussi profondément différenciés, en même temps qu'ambivalents. Dès lors, le seul regret que l'on puisse exprimer à l'égard de cette somme exceptionnelle a trait à la dimension politique presque entièrement négligée selon le parti pris par l'ORSTOM au fil des années. Si l'inégalité des relations économiques et sociales n'est pas tue (encore que l'exploitation de la paysannerie à laquelle se livrent les chefferies de canton ne soit pas démontrée avec autant de précision qu'elle le mériterait), elle n'est jamais reliée, pour la période postcoloniale, à l'ordre politique national, dont elle est pourtant indissociable. Or, le départ de M. Ahidjo et son remplacement par M. Biya, chrétien et originaire du Sud, ne resteront pas sans conséquences régionales, ne serait-ce que du point de vue des rapports inter-ethniques. Aussi peut-on se demander si l'un des pronostics autour desquels paraissent se rassembler les auteurs se verra confirmé par l'épreuve des faits : l'unification de la région sur le mode de sa « foulbéisation », déjà bien avancée culturellement, risque d'être politiquement contrariée par la libéralisation du régime de parti unique et par le déplacement de son épice. Quoi qu'il en soit, la lecture de ces pages restera indispensable à la compréhension du Nord-Cameroun. En particulier, les responsables camerounais de la politique agricole seraient avisés de lire attentivement les chapitres où est évoquée, de manière nuancée et documentée, la difficile question du développement rural [J.-F. B.]

COSENTINO (Donald) — **Defiant maids and stubborn farmers : tradition and invention in Mende story telling performance.** — Cambridge, Cambridge University Press, 1982, 226 p. (Cambridge studies on oral and literate culture).

Après un an de séjour chez les Mende de Sierra Leone, Donald Cosentino, professeur au département de folklore de UCLA et actuel secrétaire général de l'African Studies Association — nous donne une passionnante étude sur le fonctionnement textuel d'un genre oral, sur ce qu'il appelle lui-même une « performance narrative ». L'ouvrage est divisé en cinq chapitres intitulés : la représentation du monde ; l'image (ou plutôt le tableau au sens théâtral du terme) ; les éléments para-textuels ; et enfin deux chapitres : l'un consacré aux « filles méfiantes » et l'autre aux « fermiers têtus », qui donnent d'ailleurs leur titre à l'ouvrage.

Il s'agit d'un travail d'ethnographie littéraire extrêmement fin : il est en effet possible, en concentrant son attention sur un village de 600 habitants, de connaître tous les artistes du verbe et de faire fonctionner l'analyse structurale avec profit, parce qu'elle sera appuyée sur la spécificité d'une situation concrète dont on maîtrise la plupart des éléments.

Notre intérêt se portera ici sur les deux derniers chapitres qui traitent des relations entre hommes et femmes — et les rapports entre leurs sociétés de culte — et, surtout, sur les relations de l'individu — le fermier têtus — avec la collectivité villageoise. D. Cosentino montre avec élégance les limites de l'analyse thématique de la tradition orale : le fermier défie le village et perd sa récolte. Est-on fondé à en déduire, comme tel sociologue de ses amis, qu'il s'agit de la sanction qui frappe celui viole l'ethos communautaire des Mende ? D. Cosentino — et nous pouvons lui faire confiance pour détruire les idées reçues — se fait un malin plaisir de rapporter plusieurs autres versions qui célèbrent le triomphe de l'individualiste. Une seule ver-

sion ne donne pas le sens du texte : il y a un plaisir de la transformation, qui est bien un plaisir du texte, qui opère et induit en erreur le sociologue pressé. D. Cosentino nous montre à l'œuvre l'analyse structurale d'une pensée « libératrice par la protestation qu'elle élève contre le non-sens », comme il le dit lui-même, citant Lévi Strauss. Cela dit, nous regrettons que D. Cosentino ne nous en dise pas plus sur le contexte de performance ; il est fasciné par les conteurs et les conteuses et ne nous fait grâce d'aucun adjectif louangeux quand il s'agit de leur talent. Il nous parle de « professionnels » de ces spectacles, mais ne nous dit pas qui sont ces artistes, quelles sont leurs conditions de travail, tout ce qu'une ethnographie de la performance ne peut se permettre de négliger.

Il est aussi très discret sur les éléments non verbaux qui concourent au procès de signification : il nous parle de costumes, d'objets, de tout un discours théâtral en puissance sur lequel nous aimerions en savoir beaucoup plus. Ces critiques ne doivent cependant rien enlever à notre intérêt pour un travail écrit avec élégance — et parfois un brin de préciosité : dans l'index succinct, l'auteur ne manque pas de faire figurer Jean-Luc Godard, cité incidemment à propos de la question du point de vue dans la narration... Chic, chic, mais Wayne Booth aurait été mieux à cette place ! [A.R.]

DESJEUX (Dominique) — **L'eau, quels enjeux pour les sociétés rurales ?** — Paris, L'Harmattan, 1985, 220 p. (Alternatives paysannes).

Cet ouvrage est une contribution à la décennie de l'eau dans le sillage de la campagne du C.C.F.D. Sous forme d'un dossier introduit et conclu par D. Desjeux et réunissant quatorze auteurs, il s'agit principalement de démonter un certain nombre de mythes à partir d'un point de vue « sociologique » et d'études portant sur le Sahel, la Tanzanie, l'Afghanistan et

la France. Ayant montré que le puits équipé ne remplit pas forcément la fonction dévolue par le donateur ou que la stratégie villageoise peut viser, à travers l'aménagement hydraulique, une autre finalité (la scolarisation des enfants, par exemple), l'ouvrage en illustre les diverses facettes techniques et culturelles. Il montre qu'il n'y a pas de solution toute faite, que la participation n'est pas une panacée et que, finalement, « la domestication des rapports de pouvoir autour de l'eau par une régulation négociée risquera toujours d'être "débordée" par une violence imprévue » (p. 214). C'est donc un problème éminemment politique qui mériterait d'être prolongé sous un angle plus thématique pour répondre à la question de bon sens qui nous est posée : « Que faire et avec qui ? » Cet ouvrage d'initiation demande donc à être prolongé. [E.L.R.]

GABOU (Alexis) — Les Constitutions congolaises. — Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence ; Dakar, Nouvelles éditions africaines, 1984, 547 pages. (Bibliothèque africaine et malgache. 39.)

Procureur général de la République populaire du Congo, l'auteur a été un observateur attentif de l'évolution juridique et constitutionnelle du Congo et parfois un acteur de ces transformations. Depuis novembre 1958, le Congo a vécu sous quatre Républiques, donc sous autant de régimes et de textes constitutionnels différents, auxquels il faut ajouter les actes provisoires du 28 novembre 1958, 11 septembre 1963, 5 août 1968, etc. Si on y ajoute tous les documents qui fondent l'organisation ou la réorganisation des institutions particulières de l'État, du parti ou du syndicat, on obtient une masse considérable de données très largement méconnues. En exhumant l'ensemble de ces textes, l'auteur justifie déjà l'intérêt de la publication. Mais A. Gabou y ajoute en plus une introduction de 45 pages qui met en valeur

l'originalité de la pensée constitutionnelle des juristes et des hommes politiques congolais. Il prouve que leur option marxiste-léniniste n'interdit ni l'originalité, ni le sens de l'innovation, ni le bon sens pour les textes les plus récents. A cet égard, je regretterai seulement que les délais imposés par les éditeurs aient retardé de quatre ans la diffusion de l'ouvrage. On n'y trouve donc pas les textes postérieurs à 1980. [E.L.R.]

GRIMAUD (Nicole) — La politique extérieure de l'Algérie. — Paris, Karthala, 1984, 371 p.

L'ouvrage de Nicole Grimaud constitue une introduction tout à fait remarquable à l'étude de la politique extérieure de l'Algérie. Écrit avec beaucoup de mesure et de sobriété, le livre s'emploie à analyser les différents cadres d'action d'une des diplomaties les plus actives du Tiers monde. On regrettera toutefois que la politique africaine de l'Algérie n'ait que faiblement retenu l'intérêt de l'auteur. On déplorera également l'absence de chapitre conclusif sur la conduite de la politique extérieure des successeurs de Boumediène. [Z.L.]

GOODY (Jack) — Cuisines, cuisine, classes. — Paris, Centre de création industrielle, Centre Georges Pompidou, 1984, 405 p. Bibliogr. Index. (Collection Alors.)

Sans prétendre conférer aux moyens de production une prééminence explicative, J. Goody relie l'absence de « grande cuisine » dans les sociétés ouest-africaines au type d'agriculture itinérante extensive, utilisant la houe, qu'elles connaissent, et à leur caractère « hiératique ». Par opposition, les sociétés « hiérarchiques » eurasiennes, fondées sur des formes d'agriculture intensive associées à

l'irrigation et à la charrue, ont donné naissance à des cuisines différenciées. Le cas particulier de l'Éthiopie confirme l'effet discriminant de cette distinction. Cet essai ne constitue pas seulement un voyage anthropologique passionnant à travers les pratiques culinaires du monde et de l'histoire ; il donne une leçon stimulante de méthode sociologique, au-delà des « binarismes » sommaires [J.-F. B.]

HAUBERT (Maxime) et al. — **Politiques alimentaires et structures sociales en Afrique noire.** — Paris, Presses universitaires de France, 1985, 287 p. (Tiers monde — IEDES).

Cet ouvrage collectif clairement présenté facilitera la compréhension des politiques alimentaires articulées autour du rapport entre l'État, la paysannerie, mais aussi les bailleurs de fonds internationaux. Sur le rôle de l'État dans la définition de ces politiques, M. Haubert confirme ce que l'on savait déjà. Qu'il soit d'inspiration « libérale » ou « socialisante », l'État africain s'emploie pour l'essentiel à « ponctionner » la paysannerie au profit des couches urbaines, même si la dichotomie villes/campagnes n'est peut-être pas aussi tranchée. A ses yeux, l'autosuffisance alimentaire dont on parle tant en Afrique est davantage recherchée par rapport aux paysans que par rapport aux pays industrialisés. Sur le rôle du capital international et de la Banque mondiale, l'ouvrage apporte des précisions utiles et nuancées. Les auteurs s'accordent à penser que le relèvement des prix agricoles prôné par la Banque mondiale représente le « moyen le plus efficace pour accroître la production » (p. 87). Mais ils soulignent à juste titre que ni la privatisation économique ni le relèvement des prix agricoles ne peuvent garantir à eux seuls le redémarrage de l'agriculture. La réussite de la politique céréalière du Zimbabwe confirme d'ailleurs cette interprétation. L'orthodoxie financière, la suppression des

subventions à la consommation, le relèvement des prix agricoles n'ont de sens que par rapport à l'existence de recherches agronomiques développées, à la disponibilité des intrants, à l'importance d'un réseau de crédit agricole, à la production enfin par le pays lui-même de la totalité de ses engrais. [Z.L.]

HODDER-WILLIAMS (Richard) — **An introduction to the politics of tropical Africa.** — Londres, George Allen and Unwin, 1984, XXV-262 p. Bibliogr. Index.

Partant de cet excellent principe, selon lequel l'Afrique est une abstraction produite par les géographes et les historiens impérialistes, l'auteur insiste sur la diversité des situations politiques qui y prévalent. Il en fournit une synthèse utile, nuancée et chaleureuse, telle qu'il n'en existe pas en langue française. Conçu comme une introduction, le volume intéressera en priorité les étudiants et le public non spécialiste que retiennent les questions africaines. Mais il constituera également, pour le chercheur, un instrument de travail commode. [J.-F. B.]

HOFMEIER (Rolf), SCHÖNBORN (Mathias) éd. — **Politisches Lexikon Afrika.** — München, Verlag C.H. Beck, 1984, 510 p.

« Messieurs, soyez emmerdants ». C'était, dit-on, le conseil donné par Hubert Beuve-Méry aux journalistes du *Monde*. Les auteurs du *Politisches Lexikon Afrika* ont sans doute essayé d'obéir à la même consigne et on peut constater qu'ils ont particulièrement bien réussi. Certes, c'est un peu la loi du genre encyclopédique de privilégier la transmission des connaissances factuelles au détriment du plaisir de la lecture. Nos amis allemands, cependant, exagèrent. Cinquante articles de cinq à quinze pages sur autant de pays africains, tous présentés selon le même schéma, avec des faits avant tout et

très peu d'analyse, sans la moindre introduction, ou quelques essais sur des sujets politiques plus généraux en début du volume, avouez que ça fait plutôt austère. Ajoutez à cela un style télégraphique et l'usage fréquent et systématique d'abréviations et l'on conviendra avec moi que cette publication ne peut servir qu'à une fin limitée : fournir de façon concise un certain nombre de renseignements historiques, politiques et économiques à celui qui doit se mettre rapidement au courant des principales données concernant tel ou tel pays africain.

Cela dit, dans ce cadre limité, le livre remplit assez bien son contrat. Je n'ai pas constaté de grosses erreurs dans les articles sur les pays dont je suis familier et on voit bien que les auteurs connaissent leur sujet, dans la plupart des cas pour avoir vécu dans le pays. A la fin de chaque article se trouve une petite bibliographie utile et bien à jour qui a pour seul désavantage, pour nous autres francophones, de mettre l'accent sur les publications anglaises et allemandes (mais c'est logique outre-Rhin). Donc, au fond, il n'y a pas de quoi se plaindre : ce livre est utile et correspond à peu près à l'objectif visé.

Précisons encore que les articles couvrent uniquement l'Afrique au sud du Sahara, à l'exclusion de l'Afrique du Nord, à laquelle les éditeurs ont rattaché le Soudan. A tort, et on peut regretter qu'ils n'aient pas jugé utile de reprendre l'article sur ce pays paru dans le *Politisches Lexikon Nahost*. [R.B.]

MEDEIROS (François de) dir. — **Peuples du Golfe du Bénin (Aja-Ewe)**. — Paris, Karthala, Centre de recherches africaines, 1984, 334 p.

Rassemblant les communications présentées au colloque de Cotonou (1-5 décembre 1977), ce volume est trop érudit pour intéresser d'autres lecteurs que les spécialistes des civilisations aja et ewe. [J.-F. B.]

OLIVIER DE SARDAN (Jean-Pierre) — **Les sociétés Songhay-Zarma (Niger-Mali). Chefs, guerriers, esclaves, paysans...** — Paris, Karthala, 1984, 312 p. Bibliogr.

Cette excellente monographie d'anthropologie historique repose sur deux partis pris méthodologiques dont on ne peut que se féliciter. D'une part, l'auteur accorde une place centrale au va-et-vient entre « l'émique » (niveau des représentations collectives « indigènes ») et « l'éthique » (niveau des analyses « extérieures ») qui se traduit formellement par de nombreuses citations d'informateurs et d'archives. De l'autre, il récuse la vision unanime de l'ethnie — notion des plus contestables à la déconstruction de laquelle il participe, rejoignant implicitement ainsi les travaux de chercheurs comme J.-L. Amselle, J.-P. Dozon, François Verdeaux — et il donne la priorité à l'analyse des contradictions inhérentes à l'ensemble Songhay-Zarma, insistant sur « la différence des statuts, la divergence des stratégies individuelles ou collectives, pour monter de la diversité des discours à la diversité des positions sociales et, de là, à l'ambiguïté ou l'ambivalence des structures » (p. 9). Tout en s'inscrivant plus ou moins dans la continuité de l'héritage marxien, sans toujours éviter certaines facilités politiques au sujet de la colonisation, de l'État postcolonial et de l'économie contemporaine, J.-P. Olivier de Sardan dépasse les apories des approches en termes d'articulation des modes de production. L'intérêt de son ouvrage pour le politiste est double. Le système précolonial de stratification sociale est restitué, avec beaucoup de finesse, dans sa multidimensionnalité, et la démonstration, monographique, a une valeur comparative certaine. En outre, la transformation de ce système, sous le coup de sa mise en dépendance coloniale, est elle aussi subtilement rendue de manière que les stratégies contradictoires des acteurs Songhay-Zarma apparaissent clairement dans leur continuité. Malheureusement, les quelques pages qui sont consacrées à la période

postcoloniale, et même à la préparation de celle-ci, restent assez conventionnelles. [J.-F. B.]

OPLAND (Jeff) — Xhosa oral poetry : Aspects of a black South African tradition. — Cambridge, Cambridge University Press, 1984, 303 p. (Cambridge studies in oral and literate culture).

L'étude de Jeff Opland mérite une place toute particulière dans les travaux sur la tradition orale. Elle retrace une recherche de quinze années menée au contact des poètes xhosa, les *imbongi*.

Directeur de l'Institut de recherches économiques et sociales de l'Université Rhodes, à Grahamston, aux portes du Ciskei, l'auteur est bien placé pour suivre le phénomène qu'il étudie. Sa conception de la tradition orale est en effet celle du poème comme fait social total.

C'est de l'*izibongo* qu'il est question ici, de celui des Xhosa, — celui très voisin des Zulu ayant déjà fait l'objet de plusieurs travaux. Les textes sont situés dans leur société, leur composition et leurs usages analysés, et cela dans un contexte de changement politique et social, puisque la période considérée a vu la naissance du bantoustan du Ciskei. L'*izibongo* est produit par l'*imbongi* ; ce genre de texte est proche de ce que nous connaissons sous le nom de « devises », énumération louangeuse des actes d'une personne, des qualités et des traits particuliers d'une chose ou d'un animal. Mais l'*izibongo* n'est pas seulement une série de devises ; il peut comprendre des segments narratifs, à tel point que certains ont voulu en faire un genre épique, et utiliser son exemple pour contredire la thèse de R. Finnegan sur la rareté — et non l'absence — de l'épopée en Afrique ; Jeff Opland ne croit pas que l'*izibongo* ait une forme épique et apporte sur ce point des arguments convaincants. Ces devises sont certes une poésie panégyrique,

dirigée vers la fonction plus que vers la personne, et souvent acerbement critique de la personne. La perspective de lecture globale de Jeff Opland lui permet d'avancer que ces textes sont un rite de rébellion et seule cette fonction permet de comprendre des textes aussi éloignés de la louange. Homme de terrain, J. Opland est aussi un chercheur qui aime les expériences : il relate à plusieurs reprises les diverses occasions où il a demandé à un *imbongi* de ses amis de composer un poème et il analyse dans ces textes « improvisés » la part prise par les « formules » dont on sait qu'elles sont censées définir le style oral. Mais le trait stylistique, ou la répétition lexicale ne suffisent pas à Opland qui montre bien que, dans des textes indubitablement composés oralement, il faut avoir recours à toute une batterie de critères empruntés à W. Ong qui prennent en compte la situation d'énonciation globale et pas seulement la structure de l'énoncé, pour définir la situation de composition orale. Le travail de Jeff Opland décape ainsi beaucoup d'idées reçues et en met à mal beaucoup d'autres : « d'autres agents sont plus puissants que l'écriture pour transformer la poésie orale » écrit-il p. 233, et il est sain de réagir ainsi contre le déterminisme technologique. Les Xhosa écrivent leur langue depuis plus d'un siècle ; une poésie religieuse hymnique, sans rapport avec l'*izibongo* — comme c'est dommage ! — s'est créée, mais l'*izibongo* a persisté. S. Mquah, poète oral et écrivain, a même donné un nouvel élan à la poésie orale qui a su, chez lui, incarner à la fois l'identité xhosa — les devises plongent leurs racines dans le clan — et la résistance face aux Blancs — le langage figuré leur étant parfois hermétique. J. Opland donne plusieurs exemples de cette éloquence contestataire et de l'utilisation d'une forme rituelle pour dénoncer la condition subalterne des Noirs. Ce livre est une lecture stimulante : l'auteur n'a pas réponse à tout et signale l'étendue de son — de notre — ignorance, sur des questions aussi importantes que celle de la métrique et de la prosodie poéti-

ques. Médiévisiste de formation — comme Paul Zumthor dont *l'Introduction à la poésie orale* (Paris, 1983) est le meilleur complément, par l'importance donnée à l'Afrique, du texte d'Opland — il échappe à l'évolutionnisme et au formalisme par une interrogation d'une extrême actualité sur l'énonciation du texte oral à l'époque du livre et de la radio. [A.R.]

PORTER (Bruce D.) — **The USSR in Third world conflicts. Soviet arms and diplomacy in local wars, 1945-1980.** — Cambridge, Cambridge University Press, 1984, 248 p. Index.

Cet ouvrage d'une grande sobriété de ton s'intéresse aux interventions militaires de l'URSS dans le Tiers monde, dont trois ont eu lieu en Afrique (Nigeria, Angola et Éthiopie). A propos de l'engagement soviétique au Nigeria, B. Porter souligne les ambiguïtés de la position soviétique sur la question ibo. Il estime que, d'un point de vue strictement militaire, l'aide soviétique a joué un rôle secondaire dans la victoire du gouvernement fédéral. Les monographies sur l'Éthiopie ou l'Angola intéresseront le lecteur peu familier de la question. En revanche, le spécialiste de ces problèmes n'y trouvera aucune interprétation originale. Le grand intérêt de cet ouvrage est de se démarquer ostensiblement d'un certain « catastrophisme » entretenu autour de la politique soviétique en Afrique. Mais la faible connaissance qu'a l'auteur des dynamiques régionales africaines limite inévitablement la portée de ses analyses. [Z.L.]

RAISON-JOURDE (Françoise) dir. — **Les souverains de Madagascar. L'histoire royale et ses résurgences contemporaines.** — Paris, Karthala, 1983, 484 p.

La lecture de ce gros ouvrage collectif est un point de passage obligé pour quiconque s'intéresse à la Grande

Île et est des plus utiles pour la compréhension de l'institution monarchique dans une perspective comparative. Les deux premières parties relèvent plutôt de l'érudition et intéresseront principalement les spécialistes de Madagascar, encore qu'elles ont l'avantage de rappeler que celle-ci constitue une « culture de frange » (P. Ottino) où les apports indonésiens et indiens sont entrés en concurrence avec les influences arabes et perses, avant que ne s'impose la domination occidentale. Les deux dernières parties concernent plus directement le politiste en retraçant, à partir de quelques monographies fouillées, le devenir des monarchies au travers du XIX^e et du XX^e siècles. Par la richesse des faits rapportés et la finesse des interprétations proposées, chacun des chapitres mérite l'attention du lecteur, mais aussi exige de lui un certain effort. Précisons immédiatement qu'il ne le regrettera pas et qu'il sera amené à consulter fréquemment un volume aussi dense. Il déplorera seulement, s'il connaît mal Madagascar, l'absence de glossaire et de bibliographie générale, qui eussent été précieux. L'ensemble est dominé par une remarquable introduction de Françoise Raison-Jourde, un modèle du genre dont devrait s'inspirer tout coordonnateur d'ouvrage collectif. Celle-ci situe l'entreprise dans son contexte politique et universitaire, en particulier par rapport au livre de référence de G. Althabe, *Oppression et libération dans l'imaginaire* (récemment réédité à la Découverte). Elle montre comment « la représentation de l'alliance avec les étrangers » a de longue date fonctionné comme « une des bases constitutives du pouvoir » (p. 53). Ce faisant, elle incite à reposer le problème de la dépendance d'une façon neuve : « En définitive, s'il est un thème ultime et unitaire qui s'impose, c'est celui des défis affrontés par Madagascar dans ses relations avec l'étranger, résolu dans le mouvement de construction de monarchies aptes à contrôler les rapports avec l'extérieur, à maîtriser les processus d'emprunts idéologiques et techniques. Toute cette histoire, vieille de plusieurs siècles, est

riche de leçons qui concernent l'heure présente. Aux analystes trop limités dans le court terme, aux experts spécialistes universels des phénomènes de la dépendance, le passé des monarchies devrait apprendre que trois ou quatre siècles avant eux les Andriambahoaka et leurs *ombiasy* ont échafaudé, en termes malgaches, de l'intérieur, des stratégies qui visaient à la fois au bon usage de l'étranger et au renforcement jaloux de la liberté insulaire (p. 65) ». En conférant à cet ouvrage son unité, Françoise Raison-Jourde soumet également à l'analyste de l'État postcolonial un matériau de réflexion de première qualité. [J.-F. B.]

SPARTACUS (Colonel) — Opération Manta-Tchad. 1983-1984. — Paris, Plon, 1985, 262 p.

Pompeusement présenté comme le « dernier acte d'homme de guerre » de l'auteur, ce livre, très polémique, est plus utile à une sociologie de l'institution militaire française qu'à une histoire de la crise tchadienne de 1983-1984. Les informations intéressantes — et savoureuses — qu'il apporte ont trait aux énormes problèmes logistiques que rencontra le déploiement de l'opération Manta et qui rendit celle-ci, au moins les premiers mois, prodigieusement vulnérable à une éventuelle offensive libyenne.

L'auteur y voit « la preuve flagrante de ce dont les observateurs avertis se doutaient depuis longtemps : la France est incapable de projeter de façon sûre, efficace et autonome, un volume significatif de forces hors de son pré-carré » (p. 227). Dès lors, la retenue de M. Mitterrand à l'égard du colonel Kadhafi ne témoigne-t-elle pas d'une saine appréciation des rapports de force en présence, plutôt que de la « pusillanimité » que Spartacus lui attribue ? D'une façon générale, l'auteur, convaincant lorsqu'il montre combien le souci élyséen de garder le contrôle des opérations militaires est peu compatible avec les exigences opé-

rationnelles de l'armement moderne, l'est beaucoup moins lorsqu'il omet systématiquement de resituer les décisions du pouvoir politique dans leur contexte global. Ainsi, l'opération Silure — le rappel de Manta — ne s'explique pas seulement par les préoccupations électorales ou les compromissions du gouvernement, mais aussi par le pourrissement de la situation dans le Sud du Tchad, qui impliquait à terme un engagement des troupes françaises dans des opérations de « pacification », ou encore par la redistribution des cartes diplomatiques dans le Maghreb, au cours de l'été 1984, qui modifiait la donne tchadienne. Or l'auteur ne juge pas nécessaire de mentionner ces facteurs. De plus, il justifie involontairement les craintes du pouvoir politique de voir s'emballer la machine militaire quand il évoque la griserie des pilotes et leur désir de combattre à tout prix : « Combattre pour qui ? Peu importait. Goukouni-Habré même combat. Mais combattre. Demande-t-on pour qui le torero descend dans l'arène, pour qui le pilote de Formule 1 tourne jusqu'au vertige sur les circuits, pour qui le funambule franchit les chutes du Niagara sur un mince câble d'acier ? » (p. 162). Les incohérences du livre s'éclaircissent lorsque sont désignés les responsables de tant d'impérities, les généraux : « (...) avant que quelques étoiles filantes n'ornent leurs manches, ils ont été ces jeunes officiers supérieurs qui ont su savamment éviter les pièges que les guerres coloniales, les « guerres sales », disséminaient sur le difficile itinéraire de leur « profil de carrière ». Les jeunes officiers supérieurs qui n'ont pas su éviter ces pièges, qui ont cru à la valeur de la parole donnée, à l'honneur de la France, ne sont pas généraux aujourd'hui, ils sont représentants de commerce, professeurs d'écoles libres ou gérants d'immeubles... Ils ont quitté l'armée après 1962 » (p. 230). Tout est dit ! [J.-F. B.]

« Systèmes étatiques africains », *Cahiers d'études africaines* 22 (3-4), 87-88, 1982, pp. 229-524.

Rassemblant des travaux d'une excellente qualité, ce numéro spécial des *Cahiers d'études africaines* est une contribution essentielle à la compréhension du politique sur le continent, dans sa profondeur historique. Dans la

mesure où il amène à dépasser la dichotomie entre sociétés segmentaires et sociétés centralisées, rendue classique par l'*African political systems* d'Evans-Pritchard et Fortes, et où il s'interroge sur la genèse des formes étatiques précoloniales, il retiendra l'attention des politistes comparatistes. [J.-F. B.]

**SUR LE BURKINA
LES ÉDITIONS KARTHALA ONT PUBLIÉ**

Michel IZARD, *Le Yatenga précolonial*. Un ancien royaume du Burkina, 168 p., 100 F.

Jean-Baptiste KIETHEGA, *L'or de la Volta noire*. Archéologie et histoire de l'exploitation traditionnelle (Région de Poura, Haute-Volta), 248 p., 170 F.

Kéléigui MARIKO, *Les Touareg ouelleminden*, 184 p., 70 F.

Kéléigui MARIKO, *Sur les rives du fleuve Niger*, 176 p., 60 F.

Claudette SAVONNET-GUYOT, *État et société au Burkina*. Essai sur le politique africain, 220 p., 110 F (à paraître en février 1986).